

Cohn-Bendit, Ferry et Kahn : cachez ce Napoléon que nous ne saurions célébrer



À mon époque l'Histoire de la France ne posait aucun problème. J'avais appris, à l'école de la République, que Napoléon, tout comme Charlemagne ou Louis XIV, faisait partie des « héros » de notre pays et qu'il fallait les honorer, les célébrer ; eh bien tout cela a, semble-t-il, changé, ce n'est plus à l'ordre du jour !

Dimanche soir, sur la chaîne LCI, lors du débat, la question était posée par l'animateur : « *Faut-il célébrer le bicentenaire de Napoléon ?* »

Les trois « débatteurs », deux connus, Luc Ferry, l'ex-ministre, et Jean-François Kahn et le troisième « contesté » Daniel Cohn-Bendit, ont décidé « *qu'il n'était pas question que « la République » célèbre celui qui l'avait démantelée.*

Après tout, s'ils le disent, pourquoi pas !

Cela ne fera, sans aucun doute, pas plaisir du tout à Éric Zemmour, mais qui voudrait lui faire plaisir actuellement, « à part nous » ?

Là où la question devient épineuse, surtout en ce qui me concerne, c'est le commentaire particulièrement absurde : « *Il ne serait pas question de célébrer Napoléon, tout comme on célèbre par exemple de Gaulle, car Napoléon a tué énormément de monde, alors que de Gaulle non.* »

Luc Ferry a avoué « qu'il était fatigué ce soir-là » et je veux bien le croire car une énormité pareille n'aurait pu être prononcée par lui dans un état normal.

Il est vrai que Napoléon a « fait tuer » des centaines de milliers d'hommes, surtout des ennemis de la France, mais par pitié, Luc Ferry, n'épargnez pas de Gaulle : combien d'hommes a-t-il fait tuer ? Également des centaines de milliers, et pas toujours « des ennemis de la France », bien au contraire.

Dois-je vous rappeler l'attaque des forces françaises à Dakar (AOF) avec ses alliés Anglais ? L'assaut mené contre la Syrie, également contre l'armée française du général Dentz ? Les cent mille Russes de l'armée Vlassov livrés à Staline ? Puis l'Indochine et, enfin, l'Algérie et plus particulièrement l'assassinat, sous ses ordres, des manifestants innocents et désarmés du 26 mars 1962, le massacre des milliers d'Oranais le 5 juillet de cette même année, sans omettre « ses barbouzes » et leurs crimes et, en apothéose de « ses crimes », le massacre ordonné de quelques dizaines de milliers de harkis et leurs familles, et je pourrais poursuivre...

Quant à Jean-François Kahn, qui a conclu en affirmant que « *Napoléon avait laissé la France bien plus petite que celle qu'il avait trouvée lorsqu'il était Bonaparte* », qu'il me permette de lui faire souvenir que cela a été encore pire avec de Gaulle : n'a-t-il pas laissé la France bien plus réduite, dépouillée de trois départements français (quatre fois la France en superficie) et d'un Sahara productif de la manne pétrolière pour des décennies ?

Allons, Messieurs, sachez raison garder : laissez la France

poursuivre la célébration de ses « héros », il suffit amplement que l'actuel président de la République la ridiculise, elle et son armée, quotidiennement, avec la complicité de certains « pseudo-historiens » dans le seul objectif de satisfaire les exigences d'une Algérie indépendante aux abois !

Une Algérie qui, d'ailleurs, est loin d'être satisfaite par la seule reconnaissance de ce qui serait, paraît-il, un crime, et non un suicide, d'un ennemi de notre pays, Ali Boumendjel. Elle attend « beaucoup plus » et nous sommes persuadés qu'elle obtiendra « beaucoup plus » dans les prochains mois, malgré l'échéance électorale de 2022, et encore « beaucoup plus » si Emmanuel Macron est réélu.

Et si Benjamin Stora ne suffit pas à convaincre totalement Emmanuel Macron, nous lui conseillons de s'adresser à Jean-Michel Aphantie, il est encore pire dans la bassesse, dans la soumission. Écoutez-le : *« Il faudra du temps mais un jour, publiquement, nous redirons, nous reconnaitrons, nous conviendrons, le fait d'avoir envahi l'Algérie, d'avoir volé la terre des Algériens, de les avoir plongés dans la famine, d'avoir amené le malheur dans ce pays. Un jour nous le reconnaitrons. Cette semaine, dans le journal « L'Opinion », une tribune de Jean-Pierre Chevènement : « C'est une honte ce que nous avons fait en Algérie ». Il faudra du temps pour que les politiques reconnaissent que l'action que nous avons menée en Algérie depuis 1830 était une erreur historique profonde. Cela m'a permis de réfléchir : comment la Corse est-elle devenue française et pourquoi elle l'est restée ! Comment l'Algérie est-elle devenue française et pourquoi elle ne l'est pas restée ? La différence c'est que quand l'armée française va en Corse, elle ne vole pas la terre, elle laisse les Corses vivre de leur terre. Quand l'armée va en Algérie, elle vole la terre et quand on vole la terre à un pays c'est un viol et quand l'on commet un viol c'est un crime, donc on doit des excuses.*

Il faudra du temps pour que tout le monde en France accepte cette idée et un jour viendra où le travail de Stora y aura beaucoup contribué. »

Je ne pense pas, hélas, que nous puissions être, un jour prochain, débarrassés de certains déchets, le pays en fabrique de plus en plus, d'ailleurs l'Algérie devrait faire preuve de patience, les sondages ne prévoient-ils pas que, d'ici quelques décennies, il y aura davantage de musulmans en France qu'en Algérie ? Et ce ne seront pas les « convertis » qui feront défaut, nous en avons déjà quelques volontaires.

Un sondage, réclamé par la fondation Jean Jaurès, nous apprend que **« 74 % des jeunes musulmans de moins de 25 ans considèrent que l'islam doit passer avant la République, pour 25 % seulement pour les plus de 35 ans ».**

Également que **« 61 % des musulmans français affirment que l'islam est la seule vraie religion. »**

Et, enfin, que **« 45 % des Français musulmans de moins de 25 ans pensent que l'islam est incompatible avec les valeurs de la société française ».**

Entre 2011 et 2020 le pourcentage des Français musulmans qui pensent **« que la laïcité doit s'adapter à l'islam est passé de 29 % à 40 % ».**

Un sondage 2020 organisé par Cnesco sur la laïcité et les religions au sein de l'école et dans la société, nous propose les résultats suivants :

« Les règles de vie prescrites par la religion sont plus importantes que les lois de la République ».

Élèves de 3^e : pas d'accord 42,4 %, plutôt pas d'accord 33,4 %, plutôt d'accord 18,9 % et tout à fait d'accord 5,3 %.

Élèves de Terminale : 49,6 % – 32,4 % – 14,1 % – 3,9 %.

Ce même sondage affirme que « *Les élèves issus de l'immigration sont le plus souvent d'accord avec le fait que les « responsables religieux doivent avoir plus de pouvoir au sein de la société, et que les règles de vie prescrites par la religion sont plus importantes que les lois de la République.*

»

Manuel Gomez